



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 21/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines

LA VANCELLE
BP 68
67730 La Vancelle

Références : 0006700403_2025_01_17_ROSSMANN_VISuiEch
Code AIOT : 0006700403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2025 dans l'établissement ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines implanté 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le suivi des suites des inspections du 31 août 2023, ayant aboutie à la mise en demeure du 11 mars 2024, et du 23 juillet 2024 ayant levée la mise en demeure pour cinq des six points présents dans celle-ci.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines
- 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines

- Code AIOT : 0006700403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La papeterie ROSSMANN produit des rouleaux de papier recyclé à destination de divers clients dont la cartonnerie ROSSMANN spécialisée dans le carton ondulé.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet dans l'eau	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 7	Levée de mise en demeure
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a traité les dernières non-conformités relevées lors des précédents contrôles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet dans l'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.11 de l'arrêté Ministériel du 10/09/2020 susvisé : «[...] La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C dans le cas général. [...] »
Constats : Lors de l'inspection du 31 août 2023, l'exploitant a présenté une analyse de la température des eaux de refroidissement du condenseur rejetées dans le canal usinier datant du 6 juillet 2020. Celle-ci étant ancienne, l'inspection n'était pas en mesure de statuer de la conformité et a mis en demeure l'exploitant de réaliser une mesure de température par un laboratoire. Lors de la visite du 23 juillet 2024 (rapport d'inspection daté du 16 octobre 2024), l'exploitant a présenté un échange de mail avec le laboratoire ayant réalisé les précédentes mesures, lui indiquant l'impossibilité de réaliser la mesure, faute de personnel qualifié. Il a indiqué rechercher d'autres laboratoires et avoir trouvé un laboratoire pour une mesure au 9 octobre 2024. Il lui était demandé dans ce cadre de transmettre les résultats de cette mesure à réception du rapport. L'inspection a constaté que le rapport de mesure a été transmis à réception de celui-ci, le 30 octobre 2024. La mesure de température des eaux de refroidissement du condenseur rejetées dans le canal usinier, relevée au 9 octobre 2024 dans le rapport n°23850937/1/1/1, est de 29,4°C.

Le rejet était donc conforme à l'article 5.11 de l'arrêté Ministériel du 10/09/2020 susvisé à cette date.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>" [...] Le plan, tenu à jour, des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et ouvrages de traitement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 23 juillet 2024, l'exploitant a fourni un plan datant de 1994. Par ailleurs, l'Inspection a indiqué dans le rapport d'inspection qu'il existe un plan de 2014, fourni dans la demande d'autorisation de 2015 mais que celui-ci n'est pas à jour, notamment vis-à-vis d'un point de prise d'eau (contrôle des turbidités).</p> <p>L'exploitant a fourni en séance un plan daté du 11 décembre 2019.</p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage ce plan, notamment le point de prélèvement des rejets d'eaux de pluie, et n'a pas constaté d'incohérence avec l'activité mise en œuvre par la société.</p> <p>L'exploitant a indiqué être en cours de vérification de l'ensemble des tuyauteries pour mettre à jour une version du plan datant de 2025. Il précise qu'à sa connaissance, aucuns travaux en lien avec les réseaux d'eaux n'a été entrepris depuis l'arrêt du point de prise d'eau précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite